

Changement des tendances du soutien interne

La coalition de vingt pays développés et en développement exportateurs de produits agricoles du Groupe de Cairns, dirigée par l'Australie a déposé une série de documents officiels pour relancer les négociations sur l'agriculture.

Parmi ces documents de travail, le groupe dont font partie le Canada, l'Argentine, le Brésil et la Nouvelle-Zélande, a analysé les récentes tendances affichées par les subventions agricoles dans les dix principaux pays membres de l'OMC (Australie, Brésil, Canada, Chine, UE, Inde, Indonésie, Japon, Russie et États-Unis). Ils ont exhorté les membres à reprendre les négociations sur le soutien interne, conformément au mandat de Doha en matière de négociations sur l'agriculture, compte tenu de la récente baisse du niveau des subventions constatée dans ces pays clés.

« [Traduction] La tendance de réduire le soutien parmi les membres influents présente une occasion qu'il ne faudrait pas manquer, » de déclarer le Groupe de Cairns.

Le document montre que les pays qui traditionnellement dépensent beaucoup, notamment l'UE et les États-Unis, ont radicalement réduit leur soutien interne au cours de la dernière décennie. Le soutien total ayant des effets de distorsion des échanges (SEDE¹) de l'UE est passé de (toutes les valeurs sont en USD) 36,1 milliards de dollars en 2001 (15 % de sa valeur de la production agricole – VPA) à 10,3 milliards de dollars en 2010 – 2 % de la VPA.

Il en va de même pour les États-Unis, qui ont observé leur SEDE chuter de 12 % de la VPA (21,5 milliards de dollars) à 4 % de la VPA (14,4 milliards de dollars) de 2001 à 2011. Cependant, l'étude a mis en garde que le niveau de soutien des États-Unis peut changer par suite du Farm Bill qui vient d'être signé. « Pour évaluer son impact, il faudra une analyse plus approfondie », a prévenu le Groupe de Cairns.

La baisse du soutien agricole qui a des effets de distorsion de l'UE et des États-Unis peut s'expliquer par le fait que les deux pays ont profité de réformes entreprises ces dernières années. L'UE s'est écartée du soutien des prix du marché en faveur de versements découplés, tandis que les États-Unis ont tiré parti des prix élevés des aliments, qui ont réduit la nécessité d'une intervention gouvernementale. En même temps, les deux pays ont vu leurs subventions de la catégorie verte, c.-à-d. les dépenses agricoles qui sont réputées influencer de façon minimale sur le commerce mondial et qui, de ce fait, ne sont pas assujetties à un plafonnement, augmenter graduellement au cours des dernières années.

Alors que le SEDE a baissé aux États-Unis, d'autres pays développés ont constaté une augmentation de leur SEDE au cours de la dernière décennie. C'est le cas du Japon, dont le SEDE est passée de 6,4 milliards de dollars à 7,2 milliards de dollars de 2001 à 2009, mais il est demeuré aux environs de 8 % de sa VPA. Le SEDE du Canada a grimpé de 2 milliards de dollars à 2,9 milliards de dollars (mais a en fait chuté de 10 % à 7 % de sa VPA) de 2001 à 2010.

Le Brésil, la Chine et l'Inde deviennent d'énormes subventionnaires

Les SEDE des pays en développement ont fortement augmenté au cours de la dernière décennie, et dans des cas comme celui du Brésil, de la Chine et de l'Inde, le soutien total ayant des effets de distorsion des échanges a doublé.

Le SEDE de l'Inde a crû, passant de 8,2 milliards de dollars (8 % de la VPA) à 16,4 milliards de dollars (16 % de la VPA) de 2001 à 2008, et bien que le montant total du soutien du Brésil semble bien moins effrayant, il a également doublé, bondissant de 1,3 milliard de dollars à 3,6 milliards de dollars de 2001 à 2012, ce dernier montant représentant 3 % de la VPA.

¹ Le SEDE tient compte de la somme du soutien propre à un produit et non propre à un produit fourni par le pays sélectionné, notamment les limites des dépenses provenant des intrants et des subventions à l'investissement fournies à des agriculteurs pauvres en ressources et à faible revenu (le traitement « spécial et différencié » comme il est convenu d'appeler ce soutien ou l'article 6.2 de l'Accord sur l'agriculture.)



Cependant, la plus forte augmentation du SEDE provenait de la Chine, dont le soutien estimé « a augmenté de façon exponentielle », passant de 320 millions de dollars au montant sidérant de 13,9 milliards de dollars de 2001 à 2008. Le soutien total de la Chine a atteint le montant stupéfiant de 99,8 milliards de dollars en 2008, lorsque l'on tient compte des subventions de la catégorie verte, tandis que le niveau déclaré de l'Inde de tous les types de soutien (c.-à-d. y compris les subventions de la catégorie verte) a atteint 50,2 milliards de dollars la même année.

« [Traduction] Malgré d'importantes augmentations des niveaux de soutien de certains pays en développement de l'échantillon, le montant du soutien interne (de tous types confondus) des pays développés demeure bien plus important. En fait, le montant total du soutien des pays développés de l'échantillon est deux fois plus important que le soutien des pays en développement, » déclare le document du Groupe de Cairns, ajoutant que le manque « de notifications complètes et opportunes » complique la mesure du niveau des subventions fournies par les membres.

« Il est manifeste qu'il est aussi pertinent que jamais de s'acquitter du mandat du Cycle de Doha à l'égard du soutien interne, avec le double objectif d'empêcher des augmentations du soutien interne et de faire en sorte que les réductions du soutien ne soient pas inversées », a déclarée le groupe en conclusion.

Prochains événements

- Réunion informelle du CNC de l'OMC, 7 avril 2014
- Conseil général de l'OMC, 8-9 mai, 24-25 juillet, 7-8 octobre, 10-12 décembre
- Réunion des ministres de l'APEC responsables du commerce, 17-18 mai, Qingdao (Chine)
- Réunion des négociateurs principaux et des groupes de négociation du PTP, à déterminer
- Forum de l'OCDE de 2014, 5-6 mai, Paris
- OMC Session ordinaire du Comité de l'agriculture, 6 juin, 6 juin, 13 novembre
- Conférence des ministres du Commerce du G-20, 19 juillet, Sydney (Australie)
- Sommet des dirigeants du G-20, 15-16 novembre, Brisbane (Australie)

Genève en bref est publié par les **Producteurs laitiers du Canada**, les **Producteurs de poulet du Canada**, les **Producteurs d'œufs du Canada**, les **Éleveurs de dindon du Canada** et les **Producteurs d'œufs d'incubation du Canada**
Pour obtenir de plus.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter :

www.producteurslaitiers.ca, www.poulet.ca, www.lesoeufs.ca, www.leseleveursdedindonducanada.ca, www.chep-poic.ca/.

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254

